

JOURNAL OFFICIEL N°3 DU 1 MARS 1994

Décret N° 273/MINTRHFP du 02/03/1994 relatif au fonctionnement du Fonds d'aide à l'insertion et à la réinsertion professionnelles.

Le président de la République ,
chef de l'Etat,

Vu la Constitution

Vu les décrets N°s 1481 /PR et 1482/PR du 18 août 1992, fixant la composition du gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents :

Vu la loi N° 11/82 du 24 janvier 1983, portant régime juridique des établissements publics, des sociétés d'Etat, des sociétés d'économie mixte et des sociétés à participation financière publique .

Vu la loi N° 12/82 du 24 janvier 1983, portant organisation de la tutelle de l'Etat sur les établissements publics, les sociétés d'Etat, les sociétés d'économie mixte et les sociétés à participation financière publique ;

Vu l'ordonnance N°9/93/PR du 1er octobre 1993, portant création d'un fonds d'aide à l'insertion et à la réinsertion professionnelles ;

La chambre administrative de la Cour suprême consultée;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE:

Article premier : Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 10 de l'ordonnance N° 9/93/PR du 1er octobre 1993 susvisée, fixe les règles d'organisation et de fonctionnement, les modalités de gestion et de contrôle, ainsi que les procédures d'intervention du Fonds d'aide à l'insertion et à la réinsertion professionnelles, ci-après désigné le "Fonds".

Dispositions finales

Article 2 : Le Fonds a son siège à Libreville. Article 3 : Pour la réalisation de ses objectifs, le Fonds est notamment chargé.

d'élaborer, en fonction contraintes économiques et sociales du gouvernement et selon les opportunités offertes par le marché du travail, des programmes d'action prioritaires ;

- de faciliter, de mettre en oeuvre et de contrôler les opérations à caractère financier pour l'exécution de ces programmes et de mobiliser les ressources nécessaires ;

- de prendre toute initiative en matière d'étude et de recherche permettant d'orienter et d'optimiser ces programmes

. - de contribuer à l'information et à la sensibilisation des employeurs et des populations cibles.

Chapitre 1

De l'organisation administrative

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'ordonnance N° 9/93/1'R du 1er octobre 1993 susvisée, le Fonds comprend les organes suivants

- le conseil d'administration
- la commission permanente
- le secrétariat exécutif.

Section 1

Du conseil d'administration

Article 5 : Le conseil d'administration du Fonds est composé de douze membres répartis comme suit :

- un représentant du ministère de l'Emploi un représentant du ministère des Finances un représentant du ministère du Plan ;

- un représentant du ministère des Petites et Moyennes Entreprises;
- un représentant de la confédération patronale gabonaise
- un représentant des organisations syndicales patronales des PME et des PMI
- un représentant de l'association professionnelle des banques ; - un représentant de la Chambre de commerce
- quatre représentants des travailleurs, issus des organisations syndicales de travailleurs les plus représentatives.

Article 6 : Les membres du conseil d'administration du Fonds sont nommées par arrêté du ministre du Travail, sur proposition des autorités ou des organisations dont ils relèvent.

Article 7 : Le mandat des membres du conseil d'administration est de trois ans. Il est renouvelable conformément à la réglementation en vigueur en la matière.

Article 8 : Le président et le vice-président du conseil d'administration sont élus parmi les membres du conseil. Leur désignation est matérialisée par un décret du président de la République pris en conseil des ministres.

Article 9 : Toute fonction au sein du conseil est gratuite.

Toutefois, à l'occasion des réunions du conseil, les membres résidant hors du lieu du siège peuvent prétendre à la prise en charge de certains frais dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

Section 2 De la commission permanente

Article 10 : La commission permanente est présidée par le président de la Confédération patronale gabonaise ou par le représentant de cette organisation siégeant au conseil d'administration. Elle est en outre composée des membres suivants: - un représentant du ministère du Travail. des Ressources humaines et de la Formation professionnelle ;

- un représentant du ministère de la Planification un représentant du ministère des Finances ;

- deux représentants des organisations syndicales patronales trois représentants des organisations syndicales de travailleurs les plus représentatives.

Article 11 : Les membres de la Commission sont nommés par le conseil d'administration du Fonds, sur proposition des autorités ou des organisations dont ils relèvent.

Article 12 : Le mandat des membres de la commission prend fin avec celui des membres du conseil d'administration. Il est renouvelable sans limitation et révocable à tout moment.

Article 13 : En cas d'empêchement définitif d'un membre en cours de mandat , il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes de désignation décrites à l'article 11 cidessus . Le membre entrant continue le mandat de son prédécesseur.

Article 14 : Les fonctions de membre de la commission permanente sont gratuites. Elles peuvent cependant donner lieu au remboursement des frais réellement exposés à l'occasion de missions spécifiquement confiées par le conseil d'administration.

Section 3 Du secrétariat exécutif

Article 15 : Le secrétariat exécutif du Fonds est assuré par le directeur général de l'Office national de l'emploi.

A ce titre, il représente le Fonds dans tous les actes de la vie civile et en est l'ordonnateur principal des recettes et des dépenses.

Chapitre II

Du fonctionnement

Section 1

Du conseil d'administration

Article 16 : Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire aussi souvent que les circonstances l'exigent et au moins deux fois par an. Le président convoque le conseil en session ordinaire, à son initiative ou celle du ministre de tutelle. Il est tenu de réunir le conseil en session extraordinaire lorsque au moins la moitié de ses membres le demandent.

Article 17 : Le conseil d'administration délibère valablement si les deux-tiers de ses membres assistent à la séance ou sont représentés.

Un membre du conseil peut déléguer son pouvoir de vote à un autre membre du conseil . Le mandataire ne peut disposer de plus d'une délégation.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 18 : Le président peut solliciter, à titre consultatif, l'avis de toute personne qualifiée sur l'objet des sujets traités.

Article 19 : Les délibérations du conseil font l'objet d'un procès-verbal signé du président et du secrétaire exécutif et conservé dans un registre spécial tenu au secrétariat exécutif du Fonds. Elles sont communiquées au ministre de tutelle dans un délai de quinze jours francs pour compter de la date du conseil.

Le secrétaire exécutif assure le secrétariat du conseil et participe aux délibérations avec voix consultative.

Article 20 : Le conseil d'administration exerce l'autorité et le contrôle sur l'activité et les organes du Fonds et délibère sur toutes les questions concernant le Fonds.

A ce titre le conseil :

- détermine les grandes orientations du Fonds et arrête en conséquence les programmes d'intervention prioritaires ;
- fixe les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et à l'intervention du Fonds ; - approuve le règlement intérieur, les procédures comptables et les critères de sélection des projets soumis à l'examen de la commission permanente ;
- vote le budget et en contrôle l'exécution
- arrête les comptes et bilan en fin d'exercice et commet, si besoin est, des audits extérieurs ;
- examine et approuve le rapport d'activités de la commission permanente ;
- approuve les accords à passer avec l'Etat ou avec tout autre partenaire ; - autorise l'acceptation ou le refus de dons ou legs, les acquisitions ou aliénations d'immeubles, ainsi que le financement d'études ou de recherches intéressant l'activité du Fonds ;

Article 21 : Les délibérations du conseil ne deviennent exécutoires qu'après approbation du ministre de tutelle, conformément aux dispositions de la loi N ° 12/82 du 24 janvier 1983 susvisée.

Article 22 : Le conseil d'administration peut, dans les limites et conditions qu'il détermine, déléguer une partie de ses pouvoirs à la commission permanente ainsi qu'au secrétariat exécutif du Fonds.

Section 2

De la commission permanente

Article 23 : La traduction en termes opérationnels des programmes d'intervention du Fonds arrêtés par le conseil d'administration incombe à la commission permanente.

Article 24 : Par délégation du conseil d'administration, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 22 ci-dessus, la commission est notamment chargée:

- d'élaborer et d'arrêter, après accord du conseil d'administration, les critères de sélection des projets susceptibles d'être financés par le Fonds ;
- d'examiner et d'approuver, sur la base de ces critères, les projets éligibles au Fonds ;
- de décider, dans les limites des plafonds autorisés par le conseil d'administration, du montant de l'aide accordée par le Fonds et de ses conditions d'application ;
- d'autoriser, sous le contrôle du conseil d'administration, la passation de contrats ou de convention de formation par le secrétariat exécutif ;
- de veiller à la bonne exécution des projets retenus et d'examiner en première instance les litiges éventuels.

Article 25 : La commission permanente se réunit au moins une fois par trimestre et aussi souvent que les circonstances l'exigent, sur convocation de son président ou à la demande de la moitié de ses membres.

Article 26 : La commission permanente ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité relative des membres présents .

En cas de partage , la voix du président est prépondérante. Le président peut faire appel à toute personne qualifiée pour telle consultation.

Article 27 : Les conclusions de chaque délibération de la commission permanente sont consignées par des procès-verbaux signés du président et du secrétaire exécutif. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège du Fonds.

Section 3

Du secrétariat exécutif

Article 28 : Le secrétariat exécutif du Fonds constitue l'organe d'exécution des décisions du conseil d'administration et de la commission permanente. Sans préjudice des pouvoirs qui peuvent lui être délégués par le conseil d'administration, le secrétariat exécutif est notamment chargé :

- d'assurer le secrétariat des différents organes de décisions du Fonds ;
- d'instruire les demandes de financement et de les soumettre à la commission permanente ;
- d'effectuer le suivi et de veiller à la bonne exécution des décisions du conseil d'administration et de la commission permanente ;
- de conclure les contrats et conventions de financement, au nom du Fonds et selon les termes arrêtés par la commission permanente ;
- de préparer les projets de budget et de les faire exécuter après approbation;
- d'établir les rapports annuels sur les activités techniques et financières du Fonds.

Article 29 : La saisine du fonds se fait exclusivement par l'intermédiaire de son secrétariat exécutif. Le secrétaire exécutif assiste avec voix consultative aux réunions de la commission permanente et en assure le secrétariat. Chapitre lit Des modalités de gestion et du contrôle

Section 1

De la gestion financière

Article 30 : Les opérations financières et comptables du Fonds sont assurées par un organisme financier public de la place. désigné par le conseil d'administration.

Article 31 : L'organisme financier visé à l'article 30 cidessus reçoit les ressources du Fonds auquel il est lié par un protocole d'accord qui précise notamment :

les règles comptables applicables au Fonds les modalités d'exécution des ouvertures de crédits consentis par le Fonds et leurs modes de recouvrement ;

- les modalités d'exécution des contrats et conventions passés par le Fonds ;
- la nature et la périodicité des états comptables et financiers à produire pour la bonne marche du Fonds;
- les modalités de contrôle;
- le montant et les modes de rétribution.

Article 32 : le protocole est conclu pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction et après quitus donné par le conseil d'administration.

Article 33 : Le Fonds est soumis aux règles de la comptabilité commerciale.

Article 34 : Les recettes et dépenses du Fonds sont prévues et évaluées dans un budget annuel qui distingue, en budget d'investissement et budget de fonctionnement, trois comptes séparés :

- le compte d'aide à l'insertion ;
- le compte d'aide à la réinsertion ;
- le compte de fonctionnement du Fonds.

Article 35 : Aucun transfert de compte à compte n'est autorisé sans l'approbation du conseil d'administration.

Article 36 : Le projet de budget est préparé par le secrétariat exécutif et présenté pour approbation au conseil d'administration au plus tard trois mois avant le début de l'exercice auquel il se rapporte , et dans les limites du temps de préparation du prochain budget de l'Etat.

Article 37 : Dans le trimestre qui suit la clôture de l'exercice, le secrétaire exécutif présente au conseil d'administration les arrêtés de comptes établis en relation avec l'organisme comptable du Fonds.

Article 38 : Les soldes annuels font l'objet d'un report à nouveau.

Section 2 Des modalités de contrôle

Article 39: L'Etat exerce son contrôle sur le Fonds dans le cadre des dispositions de la loi N° 11/82 du 24 janvier 1983, portant régime juridique des établissements publics.

Article 40 : Indépendamment du contrôle exercé par l'Etat. les opérations financières du Fonds sont soumises à un audit annuel effectué par un cabinet d'expertise mandaté par le conseil d'administration.

Le rapport d'audit est communiqué à l'autorité de tutelle financière pour approbation et présenté au conseil d'administration lors de l'examen des arrêtés de comptes.

L'approbation du conseil d'administration ne vaut quitus pour la commission permanente, le secrétariat exécutif et l'organe comptable que si le rapport d'audit ne soulève aucune objection de l'autorité de tutelle.

Article 41 : A défaut de quitus ou en cas de manquement grave constaté en cours d'exercice dans la gestion du Fonds, le conseil d'administration peut, sans préjudice des poursuites de droit commun, faire procéder à la cessation immédiate des activités effectuées pour le compte du Fonds, du ou des organes responsables.

Chapitre IV

Des conditions et procédures d'intervention du Fonds

Article 42 : Le Fonds intervient dans les formes et conditions définies au présent chapitre, selon les procédures fixées par le conseil d'administration.

Article 43 : Toute demande d'intervention du Fonds s'effectue sous forme de projet, soumis à l'approbation de la commission permanente du Fonds, et appuyé par un dossier technique, économique et financier.

Article 44:

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance N° 9/93/PR du 1^{er} octobre 1993, les interventions du Fonds sont réservées uniquement en faveur des jeunes diplômés et les licenciés des entreprises publiques et privées, à la recherche d'un premier ou un nouveau emploi.

Article 45 : Le Fonds prend en charge tout ou partie des dépenses liées à l'organisation de stages de formation professionnelle concourant à l'insertion ou à la réinsertion des populations visées à l'article 44 ci-dessus.

Article 46 : Un règlement intérieur fixe l'ensemble des règles et procédures applicables à chaque type d'opération.

Article 47 : Sont inclus dans le champ d'intervention du Fonds tous projets de formation professionnelle relevant du recyclage, du perfectionnement, de la reconversion ou de l'apprentissage.

Article 48: La formation est assurée, soit dans le cadre de programmes spécifiques, soit dans le cadre de programmes existants, par des établissements publics ou privés agréés, situés sur le territoire national ou à l'étranger.

Elle fait l'objet d'une convention passée entre l'établissement et le Fonds, selon les conditions arrêtées par le règlement intérieur prévu à l'article 46 ci-dessus.

Article 49 : Chaque projet de formation doit faire apparaître les objectifs de la formation, les contenus, les moyens pédagogiques et d'encadrement, le dispositif de suivi et d'évaluation des résultats, les niveaux requis, la durée et les coûts.

Article 50 : Sauf cas exceptionnel dûment justifié, les interventions du Fonds sont limitées à des durées de formation n'excédant pas neuf mois et à des coûts ne pouvant pas dépasser les plafonds d'un barème établi par le conseil d'administration. Dispositions finales

Article 51 : Des textes réglementaires préciseront en tant que de besoin les modalités d'application du présent décret qui sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 9 mars 1994

Par le président de la République,
chef de l'État

El Hadj Omar BONGO

Le Premier ministre,
chef du gouvernement
Casimir OYE MBA

Le ministre du Travail, des Ressources humaines et
de la Formation professionnelle
Charles MANGOUKA

Le ministre de la Planification,
de l'Économie et de l'Aménagement du territoire
Emmanuel ONDO METHOGO

Le ministre du Contrôle d'État,
de la Réforme du secteur parapublic et

des Privatisations

Paul BIYOGHE MBA

Le ministre des Finances,

du Budget et des Participations

Paul TOUNGUI